

En France, l'épidémie reste active

Les dernières données épidémiologiques françaises, dévoilées fin 2015 pour l'année 2014 par l'Institut de veille sanitaire, témoignent du dynamisme de l'infection par le VIH dans l'Hexagone : le nombre de nouvelles contaminations ne diminue toujours pas.

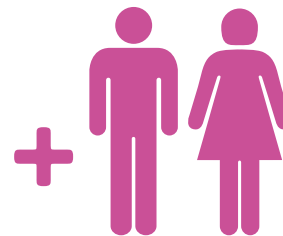
Les régions les plus touchées sont l'Île-de-France, qui concentre 44 % des personnes ayant découvert leur séropositivité, et les départements d'outre-mer, avec 8%.



150 000 personnes vivent avec le VIH.



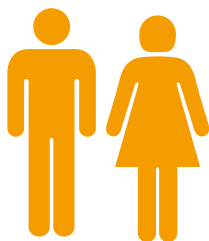
30 000 personnes seraient porteuses du virus sans le savoir.



6 600 nouvelles découvertes de séropositivité en 2014

dont 11 % parmi les jeunes de 15-24 ans

et 20 % chez des hommes et des femmes de 50 ans ou plus.



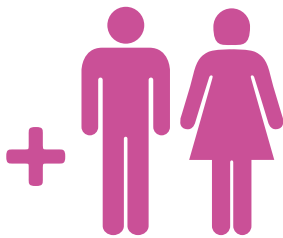
56 % des personnes ayant découvert leur séropositivité en 2014 ont été contaminées par rapports hétérosexuels. Ce nombre ne diminue plus depuis 2013.



Depuis 2003, le nombre de découvertes de séropositivité ne cesse d'augmenter chez les homosexuels et les bisexuels, particulièrement chez les jeunes de 15 à 24 ans pour lesquels ce nombre a doublé.

Un nombre record d'infections en Europe

« La situation est grave », a reconnu Zsuzsanna Jakab, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe, face au nombre de nouvelles infections par le VIH, dans un communiqué diffusé fin 2015. La Russie, pays le plus touché d'Europe orientale, a franchi le seuil du million de personnes vivant avec le VIH.



142 000 nouvelles infections par le VIH, du jamais vu depuis 1980.



La Russie concentre 60 % de ces nouvelles infections.



Près de la moitié de ces infections sont diagnostiquées tardivement.



Sur 10 personnes diagnostiquées, quatre sont des migrants ;

la majorité d'entre eux ont été infectés en Europe.

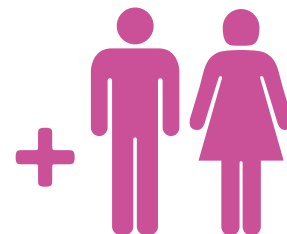
Une dynamique mondiale inquiétante

Si la couverture antirétrovirale est globalement meilleure, les nombres de nouvelles infections et de décès continuent de croître de façon extrêmement préoccupante dans certaines zones de la planète, selon les dernières statistiques mondiales fournies par l'Onusida fin 2015 pour l'année 2014.



36,9 millions de personnes vivent avec le VIH.

Près de 17,1 millions seraient porteuses du virus sans le savoir.



2 millions de nouvelles infections.



1,2 million de décès liés au sida.



22 millions de personnes n'ont toujours pas accès aux traitements.



Le sida est la première cause de décès chez les adolescents en Afrique et la deuxième cause de décès chez les adolescents au niveau mondial.



Depuis 2000, le nombre de décès a plus que triplé en Europe orientale, en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Fonds mondial : objectif 13 milliards !

2016, année cruciale pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : la Conférence des donateurs prévue en milieu d'année devra permettre à l'organisation de tester les engagements des contributeurs pour la période 2017-2019. Après les engagements supplémentaires du secteur privé fin 2015, les États, dont la France, sont attendus au tournant.

Fin 2015, le Fonds mondial a ouvert à Tokyo un cycle de reconstitution de ses ressources pour la période 2017-2019. L'objectif est d'apporter les fonds qui permettront, à travers les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, de sauver 8 millions de vies, d'empêcher 300 millions d'infections et le décès de 32 millions de personnes d'ici à 2020, selon les estimations du Fonds. Si les enjeux semblent vertigineux, rappelons que, depuis sa création en 2002, les financements du Fonds mondial ont déjà permis de sauver 17 millions de vies (probablement 22 millions d'ici fin 2016) et, concernant le VIH, de financer les traitements de 8,1 millions de personnes dans le monde. Rappelons aussi que l'objectif fixé est l'éradication pure et simple des trois pandémies à l'horizon 2030.

Des donateurs attendus. Pour ce nouveau cycle, le Fonds mondial a déjà reçu des engagements du secteur privé. Lors du Forum économique de Davos (Suisse), en janvier dernier, il se félicitait ainsi d'avoir pu collecter 350 millions d'euros d'engagements privés pour la période à venir par l'intermédiaire de (RED), l'initiative lancée en 2006 par Bono et Bobby Shriver.

Pour l'heure, ce sont surtout les pays contributeurs qui sont attendus au tournant. Les principaux, bien sûr (les États-Unis qui financent 31,5 % de l'effort ; la France, 12,3 % et le Royaume-Uni, 8,4 %), mais aussi des pays riches moins contributeurs, comme le Japon, ou les pays aux économies émergentes. L'objectif financier de la Conférence des donateurs, qui se tiendra mi-2016 et qui débouchera sur une conférence finale à l'automne, est d'engranger au moins 13 milliards de dollars d'engagements pour 2017-2019. Selon le décompte du Collectif santé, qui regroupe plusieurs associations d'aide au développement, dont Sidaction, cet effort de 13 milliards

représenterait près du quart des besoins de financement pour cette période (56 milliards de dollars), auxquels il faut ajouter les efforts attendus des pays directement concernés par ces programmes (41 milliards de dollars).

L'engagement de la France en question. L'objectif financier n'est pas inatteignable. Selon l'ONG Aidsplan, observateur indépendant du Fonds mondial, l'effort demandé est inférieur de 2 milliards de dollars à la levée de fonds pour la période 2014-2016. Malgré tout, les intentions des États contributeurs suscitent de nombreuses inquiétudes. À commencer par la France, engagée pour la période qui s'achève sur un financement de 360 millions d'euros annuels. En novembre 2015, Bruno Rivalan, directeur France d'Action santé mondiale, s'inquiétait auprès de *Transversal* de la pérennité de cet effort financier. « Si la France a honoré son engagement en 2015, c'est parce qu'elle a utilisé des trésoreries constituées au cours des années précédentes. En 2016, elle ne pourra pas respecter son engagement », assurait-il. Le député PS Jean-Louis Touraine, président du groupe Sida à l'Assemblée nationale, nous avait au contraire expliqué que la France honorerait l'engagement pris par François Hollande. Sollicité sur ce sujet, l'ambassadeur Philippe Meunier, en charge de la lutte contre le VIH, ne nous a pas répondu. Les premiers signaux ne semblent pas rassurants. Dans le projet de loi de finances pour 2016, il manquerait déjà 20 millions d'euros dans le budget dédié au Fonds mondial, comme l'a mentionné Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie, à l'Assemblée nationale.

Deuxième contributeur du Fonds, la France pourrait, par son désengagement, créer un effet d'entraînement néfaste auprès de l'ensemble des contributeurs. Reste à savoir quel rôle la France souhaite jouer. ●